

Haiti

Update on the context and situation of children

Haïti est le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental et se classe 168e sur 189 pays selon l'Indice de développement humain (2018), et quatrième pays le plus vulnérable au changement climatique selon l'indice de risque climatique (2019). Malgré des améliorations notables de certains indicateurs de développement au cours des deux dernières décennies - y compris une augmentation de neuf ans de l'espérance de vie à la naissance - environ 60% des Haïtiens vivent en dessous du seuil de pauvreté et 24% sous le seuil de pauvreté extrême. Dans la mesure où les dépenses publiques relatives aux secteurs sociaux restent limitées, un soutien continu d'UNICEF Haïti et des partenaires de développement reste indispensable pour contribuer à la disponibilité des services en matière de santé, nutrition, éducation, eau et assainissement, et de protection.

Crise politique et insécurité

L'année 2019 a été marquée par une instabilité politique et un climat d'insécurité croissants. La paralysie politique qui prévaut depuis la démission du premier ministre en mars 2019 a fortement perturbé l'action gouvernementale et la mise en œuvre des programmes d'aide au développement et d'assistance humanitaire. Le pays a par ailleurs été secoué par de violentes manifestations contre le Gouvernement, entraînant une paralysie quasi-totale - « *peyi lok* » - au cours des mois de février et de septembre à novembre.

Les enfants, en particulier les adolescents, ont été les premiers à être affectés par l'insécurité et les violences. Les difficultés d'approvisionnement en carburant et en gaz, en oxygène et en médicaments essentiels ont fortement perturbé le fonctionnement des hôpitaux et des centres de santé. La fermeture des écoles pendant les 3 premiers mois de l'année scolaire, a laissé environ 3 millions d'enfants à la maison ou dans la rue. Certaines écoles ont subi des pressions pour arrêter leurs activités, et plusieurs lycées publics ont été pillés dans le Sud-Est et le Nord-Est. Les 27 et 28 septembre, l'un des plus grands orphelinats du pays a été attaqué par un groupe d'hommes armés.

Si le personnel du bureau pays a été assigné à résidence pendant les manifestations de février et de fin d'année, UNICEF Haïti a mis en œuvre son Plan de continuité afin de maintenir ses fonctions essentielles, et les stocks de contingence ont été mobilisés pour assurer l'approvisionnement d'urgence de certaines institutions (hôpitaux, orphelinats, prisons), notamment en matière de médicaments, d'oxygène, d'eau potable, de carburant et d'équipement. Néanmoins, les difficultés d'accès ont fortement perturbé les activités de terrain, entraînant une suspension de la plupart des projets en cours pendant près de 4 mois.

Une situation humanitaire préoccupante

La situation humanitaire en Haïti s'est encore détériorée en raison de la crise sociale et économique. La sécheresse qui a frappé le pays pendant deux années consécutives avec des conséquences négatives sur la production agricole, la hausse des prix des denrées alimentaires de base, l'inflation et la dépréciation de la gourde (HTG) ont toutes gravement compromis la résilience des ménages.

Environ 3.7 millions d'Haïtiens sont estimés être en situation d'insécurité alimentaire (IPC 3 et 4) et environ 65 500 enfants de moins de 5 ans sont touchés par la malnutrition aiguë^[1]. Quelques 850 000 personnes vulnérables ont besoin d'accéder aux soins de santé primaires, y compris aux services de santé maternelle et infantile. On estime que 10 000 Haïtiens se voient refuser l'accès à la République dominicaine ou sont déportés tous les mois. La plupart des personnes expulsées arrivent en Haïti dans des conditions précaires, totalement démunies et sans documentations, certaines d'entre elles malades ou blessées, et très vulnérables aux abus et à l'exploitation.

En contraste à ces défis humanitaires croissants, l'épidémie de choléra est désormais considérée comme touchant à sa fin, aucun cas n'ayant été confirmé depuis février 2019. Cependant, des progrès continus sont nécessaires pour maintenir le nombre de cas à zéro, déclarer l'élimination complète du choléra avant 2022 et transférer la surveillance, la réponse et la prévention du choléra et des autres maladies diarrhéiques au Gouvernement. La lutte contre les maladies d'origine hydrique reste une priorité essentielle, compte tenu de la faible couverture des services d'approvisionnement en eau, assainissement et hygiène, et la persistance de la défécation à l'air libre.

Avancées institutionnelles et priorités émergentes

En dépit des difficultés liées à la crise, le Gouvernement d'Haïti a réalisé des avancées notables en lien avec les ODD 1, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10, 13 et 16 et 17 avec le soutien d'UNICEF Haïti et de ses partenaires :

- Suite à l'intégration d'Haïti à la plateforme « Water and Sanitation for All » en 2018, le Gouvernement a réaffirmé

Haiti

son engagement dans le secteur en participant en 2019 à des échanges d'expériences au Costa Rica et en Zambie.

- La tenue du 1er atelier national pour la réforme du système de prise en charge des enfants a démontré la volonté du Gouvernement à poursuivre le processus de désinstitutionalisation des enfants.
- L'inauguration du 3e Tribunal pour enfants du pays est venu ajouter un maillon supplémentaire à la chaîne de protection de l'enfant.
- L'arrêté présidentiel de 2019 accordant un délai de 5 ans à toute personne dépourvue d'un acte de naissance pour régulariser son état civil est une mesure primordiale pour l'enregistrement des naissances.
- La validation de la première politique nationale d'éducation alternative a permis de jeter les bases d'une offre éducative améliorée pour un demi-million d'enfants Haïtiens en dehors du système scolaire.
- A l'occasion du Rassemblement Global du Mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) au Népal, le Gouvernement d'Haïti a présenté les progrès réalisés dans l'application de la loi sur la fortification alimentaire. Le rapport de l'enquête nationale sur la carence en iode a été finalisé.

Transition de la mission de maintien de la paix à une présence intégrée des Nations Unies en Haïti.

La Mission des Nations Unies pour le soutien à la justice en Haïti (MINUJUSTH), s'est achevée le 15 octobre 2019 au profit d'une nouvelle mission politique, le Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH)^[2]. Dans le cadre plus large du programme de réforme des Nations Unies, la transition vers une présence intégrée des Nations Unies en Haïti entraînera le transfert partiel et ciblé des tâches inscrites au mandat du Conseil de Sécurité à l'équipe de pays des Nations Unies, avec pour UNICEF Haïti des responsabilités accrues en matière de justice et de correction pour les enfants en conflit avec la loi, ainsi qu'en matière d'assistance aux victimes d'exploitation et de violences sexuelles. Dans le cadre de la réforme de l'ONU et de la programmation intégrée des Nations Unies en Haïti, UNICEF Haïti a participé aux côtés du Gouvernement d'Haïti et des agences partenaires de l'ONU, au développement d'un projet sur l'état de droit et la réforme de la justice qui sera lancé en 2020 avec le soutien du Fonds pour la consolidation de la paix.

^[1] L'enquête SMART réalisée en décembre 2020 par le MSPP avec le soutien d'UNICEF Haïti et d'ECHO, a révélé une dégradation significative de la situation nutritionnelle des enfants, avec un caseload d'environ 134 000 enfants touchés par la malnutrition aiguë.

^[2] Voir la résolution 2476 du Conseil de sécurité de l'ONU 2476 (https://minujsth.unmissions.org/sites/default/files/res_2476_en.pdf)

Major contributions and drivers of results

Le Programme Pays (CPD) 2017-2021 comprend des interventions en soutien au Gouvernement d'Haïti dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'éducation, de l'eau, assainissement et hygiène, de la lutte contre le choléra, et de la protection de l'enfant, pour un montant total d'engagement de 37.7 millions de dollars E.-U. en 2019. Cette année, UNICEF Haïti et ses partenaires ont ainsi contribué aux résultats clés suivants: 1 279 526 enfants sur 1 352 286 enfants âgés de 9 à 59 mois ont été vaccinés contre la rougeole; la gestion de la chaîne du froid a été renforcée afin de passer à un système d'énergie solaire pour la conservation des vaccins ; environ 25 936 enfants de 6 à 59 mois ont reçu un traitement contre la malnutrition aiguë globale et 43 054 de 6 à 23 mois ont reçu une poudre de micronutriments ; 39 469 personnes additionnelles ont eu un accès à l'eau potable à travers la construction et la réhabilitation des points d'eau, près de 40 525 personnes additionnelles ont été touchées par la promotion à l'hygiène ; 44 878 enfants dont 21 994 filles ont participé aux programmes d'éducation formelle et/ou non formelle et 1 696 enfants victimes de violences ont reçu une prise en charge adaptée à leur besoin.

UNICEF Haïti remercie vivement tous les partenaires qui lui ont apporté leur soutien en 2019 pour atteindre les enfants les plus vulnérables en Haïti. En 2019, les fonds reçus se sont élevés à 17.8 millions de dollars E.-U. Les contributeurs les plus importants du CPD 2017-2021 sont le Canada (17.4 millions de dollars E.-U), les Etats-Unis (16.6 millions de dollars E.-U), la Banque mondiale (13.6 millions de dollars E.-U), le Japon (9.2 millions de dollars E.-U), et l'Union Européenne (7.2 millions de dollars E.-U). De plus, des partenariats de mise en œuvre qui ont été signés avec 43 Organisations de la Société Civile et 5 entités gouvernementales à savoir, le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) et l'Institut du Bien Être Social et de Recherche (IBESR), le Ministère de l'Education et de la Formation Professionnelle (MENFP), ainsi que la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement du Ministère de l'Environnement (DINEPA/MDE) pour un montant approximatif de 24.6 millions de dollars E.-U.

1. SANTE

En contribution aux ODD 1, 2 et 3 et à l'effet II du Cadre de Développement Durable 2017-2021 des Nations Unies en Haïti (CDD), UNICEF Haïti reste un partenaire clé du Gouvernement d'Haïti œuvrant aux côtés du MSPP, des directions

Haiti

départementales et partenaires locaux de mise en œuvre dans le renforcement de la santé maternelle et infantile, l'immunisation, la lutte contre le VIH SIDA et la syphilis.

Santé maternelle, néonatale et infantile : Alors que 60% des accouchements en Haïti se déroulent encore à domicile, et que la mortalité liée à la grossesse reste élevée [1], le recours à l'accouchement assisté et le renforcement de la qualité des soins aux mères et aux nouveaux nés restent des enjeux majeurs de santé publique. En tant que partenaire clé de la mise en œuvre de la Méthode Mère Kangourou (MMK) auprès de l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti (HUEH) [2], UNICEF Haïti a fourni un appui technique et financier permettant l'admission et la prise en charge de 659 nouveau-nés (dont 151 ont pu bénéficier de la MMK), contre 355 en 2017 et 727 en 2018. UNICEF Haïti a par ailleurs appuyé l'achat de matériels et d'équipements pour 12 établissements sanitaires offrant des services de soins obstétricaux et néonataux d'urgence dans les départements du Sud, Grande Anse et Ouest permettant ainsi à 6 705 femmes enceintes de bénéficier d'au moins 4 visites prénatales. En réponse à la crise du *peyi lok*, l'appui logistique d'UNICEF Haïti a permis d'éviter la rupture de services dans 49 hôpitaux publics de référence dans les 10 départements du pays, à travers l'approvisionnement en kits standard d'urgence d'équipements, de médicaments et consommables, de carburant et de bombes d'oxygène. Cet appui a permis de garantir l'accès aux soins de santé à 490 000 personnes (dont 13 720 femmes enceintes et 56 840 enfants de moins de 5 ans).

Immunisation : En soutien au Programme Élargie de Vaccination (PEV) du MSPP, et avec l'appui du Gouvernement du Japon, de GAVI et de la Banque Mondiale, UNICEF Haïti contribue au renforcement de la capacité de stockage et à la gestion des vaccins, de la prestation des services de vaccination, ainsi qu'à la communication et la mobilisation sociale. En 2019, UNICEF Haïti a soutenu l'achat et la livraison de 444 750 doses de vaccins contre la rougeole et la rubéole et d'équipements variés, et a facilité la vaccination de routine d'environ 144 699 enfants. Environ 1,2 million d'enfants ont été vaccinés lors d'une campagne de vaccination contre la rougeole/rubéole et la poliomyélite, et la campagne nationale de vaccination contre l'épidémie de diphtérie a touché plus de 1.1 million d'enfants. La solarisation de la chaîne du froid s'est poursuivie avec 193 réfrigérateurs solaires achetés dans le cadre de la Plateforme d'optimisation des équipements de la chaîne du froid (CCEOP) et des activités de supervision formative pour renforcer la qualité de la chaîne du froid.

2. NUTRITION

En contribution à l'ODD 2 et dans le cadre de la Politique et la Stratégie nationales de souveraineté et sécurité alimentaire et de nutrition, UNICEF Haïti a bénéficié de l'appui du Gouvernement du Canada, des fonds CERF et des ressources propres de l'UNICEF, pour apporter une assistance financière et technique au MSPP pour l'offre d'un paquet intégré de services permettant de prévenir et de traiter la malnutrition. Un appui direct a également été fourni au MSPP sous forme de transfert d'espèces et/ou d'intrants.

L'appui technique et financier d'UNICEF Haïti a permis à une délégation de haut niveau du Gouvernement d'Haïti de présenter, lors du Rassemblement Global du Mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) au Népal, les progrès réalisés dans l'application de la loi sur la fortification alimentaire. Le MSPP a également finalisé l'enquête nationale confirmant les taux élevés de carence en iode chez les femmes en âge de procréer et les femmes enceintes. Avec seulement 8% des ménages consommant du sel iodé au niveau national, la carence en iode est un enjeu majeur pour la santé, l'éducation et la productivité de la population haïtienne et nécessitera la mise en place d'une stratégie d'élimination adaptée et d'un engagement soutenu du Gouvernement d'Haïti et des bailleurs de fonds.

En l'absence d'un budget national pour la nutrition, UNICEF Haïti couvre environ 90% des besoins du pays en matière de produits nutritionnels thérapeutiques. Approximativement 12 028 enfants ont ainsi été traités pour la malnutrition aigüe sévère, et 13 908 enfants pour la malnutrition aigüe modérée. L'assistance en supplémentation en micronutriments visant à améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation des enfants entre 6 et 23 mois a touché 43 054 enfants. Près de 1,1 million d'enfants ont reçu de la Vitamine A lors de la campagne intégrée Rougeole/Vitamine A réalisée en août 2019. Aussi, 456 mères ont reçu des conseils en bonnes pratiques sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.

Compte tenu de la forte détérioration de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel des enfants des ménages vulnérables, UNICEF Haïti, en tant que lead du secteur nutrition, et avec l'appui d'ECHO, a soutenu l'organisation par le MSPP d'une enquête Nutritionnelle Anthropométrique et de Mortalité Rétrospective (SMART) lancée en décembre 2019 pour orienter la réponse du secteur et mobiliser les ressources requises en 2020.

VIH/SIDA : UNICEF Haïti demeure engagé en faveur de la lutte contre le VIH/SIDA et la syphilis, en particulier sur la Prévention de la Transmission Mère-Enfant (PTME) et le VIH chez les adolescents à travers la mise en œuvre de la stratégie ALL IN dans les départements du sud du pays, en apportant un appui technique et financier au MSPP et aux partenaires locaux dans le cadre du Programme National de Lutte contre le SIDA (PNLS). En 2019, un plan d'action départemental 2019-2022 a été développé pour la mise en réseau des institutions sanitaires pour l'offre de services VIH intégrés à la tuberculose et aux services obstétricaux et néonataux d'urgence.

Haiti

3. EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIENE (EAH)

En contribution à l'ODD 6 et à l'effet II du CDD 2017-2021, UNICEF Haïti a travaillé en étroite collaboration avec la DINEPA pour appuyer l'extension de la couverture des services, et le renforcement des systèmes de gestion dans les zones les plus vulnérables aux maladies hydriques et ayant un accès limité à l'eau potable.

Suite à l'intégration du Gouvernement d'Haïti dans la plateforme globale « Water and Sanitation for all » (SWA) en 2018, UNICEF Haïti a appuyé la participation de la DINEPA à la réunion régionale de la Plateforme SWA (Costa Rica, avril 2019) ainsi qu'à la réunion globale sur l'EAH dans les établissements de santé (Zambie, Septembre 2019). UNICEF Haïti a également soutenu la DINEPA dans la tenue d'un exercice WASH Bottleneck Analysis Tool qui a permis au secteur d'adopter une feuille de route vers l'accomplissement de l'ODD 6.

Grâce à l'appui des gouvernements du Japon et du Canada au projet de prévention du choléra dans les départements du Centre et de l'Artibonite, ce sont 39 469 nouvelles personnes en milieu rural qui ont désormais accès à une source améliorée d'approvisionnement en eau. De même, 10 357 élèves dans 13 écoles ont désormais accès à une source améliorée d'eau, de toilettes séparées par genre et équipées de dispositifs de lavage des mains au savon. En matière d'assainissement, l'Approche Communautaire pour l'Assainissement Total (ACAT) a permis à plus de 16 000 nouvelles familles dans 65 nouvelles localités de se mobiliser pour réclamer le statut de Fin de la Défécation à l'Air Libre (FDAL). Cette année, 86 nouvelles localités ont été vérifiées et certifiées FDAL. Le programme Accelerating Sanitation and Water for All II (ASWA II) soutenu par DFID a démarré en novembre 2019 avec pour objectif d'atteindre 53 652 personnes dans les communes de Verettes, Arcahaie, Cabaret.

En réponse au tremblement de terre du 6 octobre 2018 dans le nord du pays, aux inondations, à la sécheresse et à la crise socio-politique, UNICEF Haïti a appuyé l'approvisionnement en eau potable d'environ 97 190 personnes. Concernant l'assainissement, la réponse d'urgence a favorisé l'accès à des installations sanitaires et la sensibilisation de 12 236 personnes sur l'hygiène et les risques liés au manque de lavage des mains.

Dans le cadre du plan national d'élimination du choléra (2013-2022), et avec l'appui du Japon, de la Banque Mondiale, du CERF, et des comités français et espagnol pour l'UNICEF, UNICEF Haïti a soutenu les équipes d'intervention rapides sur le terrain, ainsi que la sensibilisation de près de 664 000 personnes au sein des communautés les plus à risque. Avec zéro cas confirmé depuis février 2019, ces progrès montrent que l'élimination reste réalisable. Néanmoins un appui soutenu de la communauté internationale est nécessaire et une stratégie révisée a été conçue pour la période 2020 - 2021 afin de renforcer la coordination, la surveillance et la réponse rapide aux cas suspects de cholera et aux autres maladies diarrhéiques, ainsi que la prévention à travers des activités dans le secteur de l'EAH

4. PROTECTION DE L'ENFANT

En contribution aux ODD 5, et 16 et à l'effet III du CDD 2017-2021, UNICEF Haïti et ses partenaires ont accompli les résultats suivants axés sur le suivi des recommandations de la Convention des Droits de l'Enfant, la mise en place de l'éducation parentale et l'extension du dispositif des familles d'accueil :

(i) Grâce à un plaidoyer conjoint avec la société civile, le moratoire permettant un délai de 5 ans aux différentes catégories de personnes vulnérables pour obtenir de leur acte de naissance sans un jugement supplémentaire a été promulgué le 15 novembre 2019. En collaboration avec le Gouvernement, et le Programme conjoint état de droit des Nations Unies, UNICEF Haïti a appuyé l'établissement et le fonctionnement du Tribunal Pour Enfants des Cayes - le troisième tribunal pour enfants en Haïti après ceux de Port-au-Prince et du Cap-Haïtien - afin d'améliorer l'accès à la justice pour enfants.

(ii) L'appui financier d'UNICEF Haïti a permis à l'Institut du Bien-Être Social et de Recherche (IBESR) - l'agence nationale en charge de la protection de l'enfant - de maintenir une présence décentralisée sur l'ensemble des dix départements. Cet appui a permis l'extension des dispositifs « famille d'accueil » en passant de 112 à 120 familles d'accueil dans 7 départements augmentant les opportunités de prise en charge familiale pour les enfants sans soins parentaux. UNICEF Haïti et ses partenaires ont contribué à la prise en charge de 1 696 enfants (dont 1 020 filles) survivants ou à risque de violence^[3]. Les activités de sensibilisation sur les droits et la protection de l'enfant ont touché plus de 28 000 personnes dont environ 65% de femmes. 1 077 familles vulnérables dont les enfants étaient à risque de séparation familiale ont été assistées à travers les transferts en espèce accompagnés d'une formation visant à accroître leur autonomie financière.

(iii) U-Report - un outil de messagerie sociale - a été lancé en juin 2019 pour permettre aux jeunes haïtiens de donner leurs opinions sur les enjeux de leurs communautés. Six mois après le lancement en juin 2019, U-Report Haïti comptait 7979 U-Reporters au 31 décembre 2019. 10 sondages ont été lancés et ont permis de disposer des évidences sur la perception et le niveau des connaissances des répondants sur des thèmes variés concernant les droits de l'enfant et la jeunesse haïtienne, tels que le chômage et la violence contre les femmes et les filles.

Haiti

(iv) Concernant la situation des migrants à la frontière avec la République Dominicaine, un projet conjoint entre UNICEF et IOM, et financé par l'Union Européenne a été lancé en fin d'année.

(v) UNICEF Haïti et ses partenaires de l'équipe pays des Nations Unies ont également pris part au développement et au lancement du projet du Fonds pour la consolidation de la paix axé sur le renforcement de l'état de droit.

5. EDUCATION :

En contribution à l'ODD 4, et à l'effet II du CDD 2017-2021 des Nations Unies en Haïti, UNICEF Haïti œuvre aux côtés du MENFP pour garantir le droit à une éducation universelle gratuite de qualité pour les enfants.

- UNICEF Haïti a soutenu l'inscription d'environ 4108 enfants (dont 1976 filles) en première année primaire, notamment à travers la distribution de kits scolaires afin de réduire les frais de scolarisation pour les familles. Au niveau du préscolaire, ce sont environ 3520 enfants (dont 1712 filles) qui ont bénéficié d'un appui en matériel. Les distributions ont été accompagnées par un renforcement des comités de gestion scolaires au sein des communautés et des campagnes d'inscription à l'école à l'âge légal, afin de réduire le nombre d'enfants en sur-âge dans les salles de classes.
- La mise en œuvre du programme « Haïti Gagne », soutenue par USAID depuis 2016, s'est poursuivie au bénéfice de 41 358 enfants (20 282 filles) dans 106 écoles publiques. Ce programme vise l'amélioration des compétences en lecture-écriture des enfants du premier cycle du primaire (6-10 ans).
- La Politique d'éducation non formelle encadrant l'offre des alternatives éducatives a été validée par le MENFP. Cette nouvelle politique, développée avec le soutien technique et financier d'UNICEF Haïti, est un pas important vers l'élargissement des opportunités éducatives en faveur des plus vulnérables, notamment les 500 000 enfants et jeunes de 5 à 18 ans en dehors du système.
- À la suite de l'étude sur les facteurs d'échec scolaire, UNICEF Haïti a démarré un appui au MENFP qui vise à soutenir le renforcement du système d'évaluation formative dans les salles de classes, afin de permettre aux enseignants de mieux suivre et appuyer les progrès dans l'apprentissage des enfants en lecture et écriture.
- En sa capacité de secrétaire du Groupe Sectoriel Éducation (GSE) au côté de l'Union Européenne qui en assure la présidence, UNICEF Haïti a continué à appuyer le travail de coordination des activités des partenaires et en assurer l'alignement sur les priorités gouvernementales.
- L'appui technique au Bureau de Gestion de la Petite Enfance (BUGEP) a permis de finaliser les outils de contrôle de qualité standardisés et des évaluations des acquis des petits enfants, outils qui feront maintenant parti du paquet des inspecteurs et des éducateurs du préscolaire. Les différents appuis techniques et financiers à l'inspection générale ont permis de renforcer cette structure de contrôle et de gouvernance du système.
- Sur le plan humanitaire, UNICEF Haïti, avec l'appui du CERF, a assuré la mise en œuvre d'une réponse en faveur de plus de 5000 enfants affectés par le tremblement de terre dans le Nord du pays à la fin 2018. Néanmoins, la fermeture forcée des écoles pendant la crise du *Peyi Lok* a mis à risque la validation de l'année scolaire 2019-2020. Avec le soutien technique d'UNICEF Haïti, le MENFP a développé un plan de réponse.

6. CROSS CUTTING

Coordination humanitaire et préparation aux urgences. En tant que co-lead sectoriel sur EAH, éducation, protection de l'enfance et nutrition, suite à l'évaluation de sa réponse à l'ouragan Matthew (octobre 2016-fin 2017), UNICEF Haïti, aux côtés des acteurs humanitaires, et en appui à la Direction de la Protection Civile (DPC) et aux ministères concernés, a intensifié son travail pour renforcer la préparation aux urgences. Six partenariats de contingence ont été signés avec des ONGs locales et internationales et des stocks ont été pré-positionnés pour assurer une première réponse couvrante au moins 50 000 personnes. Avec le soutien financier d'ECHO et l'appui technique d'UNICEF Haïti, la DPC et la DINEPA ont organisé des exercices départementaux de simulation du secteur EAH, pour que tous les partenaires puissent mieux comprendre leurs rôles et responsabilités respectifs dans la gestion d'un événement hydrométéorologique dangereux et tester les protocoles et procédures en place. Une étude sur l'impact du changement climatique sur les enfants a été réalisée, qui alimentera la préparation d'une stratégie d'intégration des mesures d'adaptation dans les programmes d'UNICEF Haïti en 2020, y compris des possibles partenariats avec d'autres agences pour accéder aux fonds disponibles au niveau global (GEF).

Protection sociale - UNICEF Haïti a poursuivi son plaidoyer et son appui technique au Gouvernement d'Haïti afin de permettre au pays de se doter d'une Politique nationale de protection et de promotion sociales (PNPPS) tenant compte des enfants. Un appui a été apporté au MAST en vue d'assurer la finalisation effective du document de politique. UNICEF Haïti a également appuyé un dialogue constructif et des partenariats avec le PAM et la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL) dans l'exercice de cadrage macro-économique de la politique afin d'identifier l'espace fiscal disponible pour le financer cette politique actuellement en attente de validation par le Gouvernement. Par ailleurs, l'enquête sur la traçabilité des dépenses publiques dans le secteur de l'éducation (PETS) financée par l'Union Européenne a

Haiti

permis d'identifier les différents maillons de la chaîne de dépense publique sur l'éducation qui connaissent les fuites les plus importantes.

Genre : Afin de renforcer la prise en compte du genre dans ses programmes, UNICEF Haïti a élaboré une stratégie intégrée genre qui permet de partir de la simple production de données ventilées par sexe à la systématisation du genre autour de résultats concrets. Cette stratégie actuellement en cours de traduction en un plan d'action permettra d'intégrer le genre à chacune des étapes de la programmation. Un programme conjoint a été développé en collaboration avec UNFPA, UN Women, et UNDP dans le cadre de l'Initiative Spotlight soutenue par l'Union Européenne et axée sur l'élimination de la violence contre les femmes et les filles en Haïti.

Prévention / réponse à l'exploitation et aux abus sexuels (PSEA) : UNICEF Haïti a reçu 7% des fonds réservés pour renforcer son travail dans le domaine de la PSEA. Ces fonds ont permis entre autres la conception et la mise en œuvre d'un plan d'action pour la PSEA, comprenant le recrutement d'une spécialiste dédiée au renforcement des capacités du d'UNICEF Haïti et des partenaires d'exécution en matière de formation, signalement d'incidents selon les procédures en vigueur et un appui à la fourniture d'une assistance aux survivant(e)s.

C4D : UNICEF Haïti a mis à jour sa stratégie en matière de communication pour le développement (C4D). Un accent particulier a été mis sur la promotion des pratiques familiales essentielles, l'engagement communautaire pour des communautés assainies, la mobilisation des communautés contre la violence en milieu scolaire, et le renforcement de la résilience et de la responsabilité sociale autour de la prévention de la séparation familiale. Ces orientations seront renforcées en 2020 avec l'élaboration d'une cartographie des normes sociales en rapport avec les pratiques familiales essentielles et des études spécifiques sur les connaissances, attitudes et pratiques des communautés.

[1] 529 pour 100,000 naissances d'après l'EMMUS VI 2016-2017

[2] L'HUEH est la seule structure hospitalière (publique /gratuite) dotée d'un service néo-natal fonctionnel dans l'aire métropolitaine.

[3] Le paquet d'assistance comprend un appui psychosocial et sanitaire, la gestion des cas, la réinsertion à l'école et la formation professionnel, ainsi que la réunification familiale et l'hébergement transitoire.

Lessons Learned and Innovations

Adapter les programmes UNICEF à l'évolution du pays

Alors que le Programme pays (CPD) 2017-2021 est arrivé à mi-parcours, l'évolution de la situation du pays nécessite d'adapter les programmes d'UNICEF Haïti. Le CPD 2017-2021 avait initialement été conçu sur la base de données provenant de l'Enquête de morbidité, de la mortalité et de l'utilisation des services (EMMUS 2012). Cependant, les données actualisées de l'EMMUS VI (2017) ont démontré un niveau élevé de disparités dans le pays en termes d'accès et d'utilisation des services sociaux, en particulier dans les domaines de la vaccination, de la nutrition et de la WASH. Le pays a par ailleurs adopté des plans et politiques stratégiques sectoriels répondant aux nouvelles priorités nationales [1]. Cette persistance des disparités d'accès plaide pour un renforcement des approches de programmation axées sur l'équité et régies par des critères de ciblage des risques et de la vulnérabilité dans un contexte où le changement climatique exacerbe ces défis. Compte tenu des progrès accomplis dans la lutte contre l'épidémie de choléra, l'orientation et la couverture [2] du programme Eau, Assainissement, Hygiène sera recalibré autour de l'ensemble des maladies d'origine hydrique et des objectifs en matière d'assainissement.

UNICEF Haïti s'est engagé à maintenir et à renforcer son leadership et son soutien dans la production de données afin d'étayer le conseil stratégique au Gouvernement, la programmation et la mobilisation des ressources à travers (i) la mise en œuvre d'une enquête SMART, prévue en janvier 2020 pour fournir des données actualisées et détaillées sur les taux de malnutrition, (ii) l'élaboration d'une cartographie des normes sociales qui conditionnent l'utilisation des services sociaux au niveau communautaire ; (iii) l'analyse et la caractérisation de la pauvreté multidimensionnelle des enfants afin d'accroître la prise en compte des enfants dans la politique nationale de protection sociale.

U-Report : Lancé en Haïti en 2019, U-Report est un outil numérique, gratuit et anonyme mis à la disposition des jeunes haïtiens par UNICEF [3] pour leur permettre de s'exprimer sur les problématiques qui concernent leurs communautés. U-Report est aussi un moyen d'information, de sensibilisation, de mobilisation et d'engagement des jeunes, grâce au partage de messages sur des thématiques diverses concernant le droit des enfants ou les vulnérabilités des enfants. Les sensibilisations pour les inscriptions à U-Report seront renforcées en 2020 afin d'augmenter la voix des jeunes pour faire

Haiti

changer la société.

Renforcer la préparation aux urgences, la réduction des risques aux désastres et le nexus humanitaire – développement

Compte tenu de l'instabilité politique croissante et de la grande vulnérabilité du pays aux catastrophes naturelles ou causées par l'homme, le renforcement de la préparation aux urgences, notamment par le maintien de stocks de contingence et la coordination des secteurs, demeure une priorité constante pour la réponse aux urgences et la réduction des risques de catastrophe (RRC) et le nexus^[4] humanitaire-développement.

Les activités d'adaptation au changement climatique seront renforcées dans tous les programmes, conformément aux recommandations de l'étude d'Analyse du paysage climatique pour les enfants (CLAC) réalisée en 2019. Cette approche devrait également permettre de tirer parti des opportunités de partenariat avec UNEP et FAO dans le cadre des financements pour l'adaptation au changement climatique du programme de préparation et d'aide au Fonds mondial pour la lutte contre le changement climatique. Une évaluation des initiatives basées sur les transferts monétaires sera nécessaire pour apprécier l'effet sur les capacités d'anticipation, d'absorption et d'adaptation des individus, des ménages et des communautés aux crises.

Promouvoir la lutte contre les violences faites aux enfants

Compte tenu de la prévalence endémique de diverses formes de violence en Haïti, UNICEF Haïti continuera son travail en faveur de l'élimination de la violence à l'égard des enfants. Plusieurs initiatives existent déjà, notamment dans le volet éducation, qui pourraient être encore renforcées. La violence à l'encontre des enfants entraîne de nombreuses conséquences potentielles, telles que des retards de développement, affectifs et intellectuels, mais également des conséquences sur la santé physique, telles que la grossesse chez les filles. Les manifestations de violences à l'encontre des enfants en Haïti devraient être analysées à l'aide des dernières données, afin que des interventions appropriées puissent être conçues avec les partenaires pour traiter le problème de manière holistique et pluriannuelle.

Poursuivre la réflexion sur la jeunesse

La jeunesse est un thème transversal de premier plan qui retient davantage l'attention de l'UNICEF. En lien avec le partenariat Generation Unlimited (GenU) qui regroupe les Nations Unies, les gouvernements et le secteur privé, UNICE Haïti cherchera à renforcer sa programmation vers les adolescents et les jeunes afin de mettre fin à la violence, réduire le nombre de mariages et de grossesses précoces, réduire le décrochage scolaire, augmenter la participation des adolescents, etc. Dans le cadre de l'appui à la Deuxième Décennie, la validation de la première politique nationale d'éducation alternative a permis de jeter les bases d'une offre éducative améliorée pour un demi-million d'enfants Haïtiens en dehors du système scolaire. Les besoins et les opportunités soulevés dans ce domaine justifient de poursuivre le soutien à la formation professionnelle et à l'éducation non formelle afin de renforcer l'apprentissage et l'employabilité des jeunes, ainsi qu'une plus large intégration multisectorielle, en renforçant les activités de la santé, de la nutrition, de la WASH et de la protection à l'égard et avec les adolescents et les jeunes. Il est également pertinent de renforcer l'implication du secteur privé (chambre de commerce) dans la formation et la réinsertion professionnelle des adolescents.

[1] A savoir : le Plan opérationnel 2020-2030 pour l'éducation, la Politique nationale de protection et de promotion sociales (PNPPS), la Politique de santé communautaire, le Plan à long terme d'élimination du choléra, et le Moratoire sur l'ouverture de nouvelles maisons pour enfants

[2] L'ancien focus sur les 22 communes avec les pires taux de malnutrition et les 15 communes considérées comme des foyers de choléra n'est plus valable.

[3] La plateforme compte déjà plus que 2600 jeunes dont 63% de garçons et 37% de filles. 10 sondages ont été lancés sur les thématiques de la protection des enfants travail domestique, l'élimination et la prévention de la violence, la participation des jeunes et l'enregistrement des naissances.

[4] Haïti est largement reconnu comme l'un des pays les plus vulnérables au changement climatique. Voir par exemple

https://germanwatch.org/sites/germanwatch.org/files/Global%20Climate%20Risk%20Index%202019_2.pdf.